

GREVE DU 27 NOVEMBRE 2012**ARRET IMMEDIAT DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS****1) Les emplois : le scandale du « changement » !**

Pour 2013, 2023 emplois seront supprimés à la DGFIP.
Ces nouvelles suppressions s'ajoutent aux milliers d'emplois supprimés les années antérieures (-9897 emplois à la DGFIP depuis 2009)

Pour le département de la Moselle : - 34 emplois, soit :

- 2 A+
+ 1 A
- 7 B
-26 C

RAPPEL : ces 34 suppressions s'ajoutent aux 102 emplois supprimés au total dans les 2 filières de la DRFIP Moselle depuis 2009.

Afin de stopper cette casse du service public, FO-DGFIP avec l'ensemble des organisations syndicales a appelé les agents à faire grève le 27 novembre 2012.

2) La grève, en chiffres

DRFIP MOSELLE = 26,99 %

A + = 6,82 %
A = 18,52 %
B = 30,59 %
C = 30,41 %

NATIONAL : 23,72 %

10 sites fermés :

SIP HAYANGE; SIE HAYANGE; BITCHE ; FLORANGE ; METZ AMENDES ;
METZ MUNICIPALE ; ROMBAS ; THIONVILLE MUNICIPALE ; VERNY ;
VIGY

3)Audience à la Préfecture le mardi 27 novembre à 11h

A l'occasion de cette journée de grève, FO-DGFIP et les autres organisations syndicales ont sollicité une audience auprès du Préfet de la Moselle.

L'entrevue s'est déroulée pendant 1 heure avec le Secrétaire Général de la Préfecture, représentant le Préfet.

Nous lui avons fait part de notre opposition à ces nouvelles suppressions d'emplois et aux vives inquiétudes des agents des finances publiques en Moselle.

FO a dénoncé les propos du gouvernement qualifiant notre administration et notre ministère de non-prioritaire.

FO a rappelé son attachement à l'exercice de toutes les missions de service public dont la nôtre.

S'agissant des fonctionnaires, FO s'est insurgée contre la baisse de nos salaires à compter du 1er novembre 2012 en raison d'une hausse des cotisations « retraite ».

Comme seule réponse, il nous a été précisé : *« ça se passe comme ça dans toute la fonction publique. 2014 sera en terme de suppressions d'emplois encore plus important et ça continuera jusqu'en 2017 ! ».* La baisse des crédits de fonctionnement des administrations (-7 %/an) va se poursuivre.

A titre d'exemple le secrétaire général a cité les suppressions d'emplois dans les services de la préfecture : -450 en 2013 , - 550 en 2014 , -600 agents en 2015 !

Pour le secrétaire général, il faut passer d'une administration « fiscale » qui contrôle à une relation de confiance et d'auto-déclaration avec les entreprises et s'inspirer des modèles scandinaves : il a alors évoqué la retenue à la source. Par ailleurs, pour le secrétaire général, si la DGFIP est bien prestataire de services pour les collectivités locales et malgré les suppressions d'emplois, il faut tout de même avoir conscience qu'on est mieux payé à la DGFIP qu'à la Préfecture !

Le secrétaire général souhaite dialoguer en toute transparence, sans décision brutale : un temps est nécessaire pour la concertation et l'évaluation des missions...

Avons-nous été écoutés ou entendus ? Pour FO, la réponse est non !

